

Burundi : l'opposition exige la démission de la commission électorale

@rib News, 16/12/2014 â€“ Source AFP Les 18 partis d'opposition du Burundi ont unanimement exigé mardi la démission immédiate de la commission électorale indépendante (CENI) qu'ils accusent de fraude massive dans l'enregistrement des électeurs, menaçant de paralyser l'organisation des élections générales de 2015. « Nous (...) exigeons la démission immédiate et sans conditions de la CENI, discréditée et incapable de conduire un processus électoral digne de ce nom », a déclaré à la presse Agathon Rwasa (photo), figure de l'opposition et chef historique de la principale ancienne rébellion burundaise, au nom de ces 18 partis.

L'opposition avait demandé le 10 décembre à la CENI d'annuler l'ensemble du processus d'inscription sur les listes électorales, dénonçant des fraudes massives attribuées au parti au pouvoir. La CENI a annoncé samedi, au lendemain de la clôture des opérations, que 3,7 millions d'électeurs s'étaient inscrits, et s'est dit très satisfaite de leur déroulement, malgré les irrégularités dénoncées non seulement par l'opposition mais aussi par la société civile et les médias. « Ces irrégularités sont le résultat d'une opération de fraude massive soigneusement organisée par le pouvoir et la CENI, basée sur une distribution massive de cartes d'identité irrégulières aux partisans du pouvoir », a dénoncé M. Rwaswa. La communauté internationale a exprimé depuis plusieurs mois ses inquiétudes sur les tensions croissantes au Burundi, dans un contexte de violence politique et d'entraves aux libertés, à l'approche des législatives prévues le 26 mai et de la présidentielle, dont le premier tour est fixé au 26 juin. Au pouvoir depuis 2005, le président Pierre Nkurunziza est soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat, que ses opposants estiment inconstitutionnel. Des élections législatives sont prévues le 26 mai 2015. Le premier tour de la présidentielle est fixé quant à lui au 26 juin. « Si la CENI ne part pas, nous allons faire appel à tous les citoyens de ce pays, à vous tous, pour qu'on arrête ce processus (électoral) par des manifestations », a menacé Jean Minani, président du parti d'opposition Frodebu Nyakuri, excluant de boycotter les élections. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition avaient débouché sur des violences. L'histoire de Burundi, petit pays des Grands Lacs est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006.